

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 18/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OLATEIN

Quai des Indes
76200 Dieppe

Références : UDRD.2025.03.R.20
Code AIOT : 0005800404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2025 dans l'établissement OLATEIN implanté Quai des Indes 76200 Dieppe. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objet de récoiler l'arrêté préfectoral d'astreinte du 6 septembre 2024 relatif à la mise en conformité acoustique et de faire le point sur la plan d'action relatif aux odeurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OLATEIN
- Quai des Indes 76200 Dieppe
- Code AIOT : 0005800404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de trituration presse à froid ou à chaud des graines végétales pour obtenir de l'huile et des tourteaux pour l'alimentation animale ou comme matière première à l'unité protéines. L'unité protéines extrait la protéine des tourteaux pressés à froid grâce à un procédé breveté basé sur l'extraction aqueuse. La station d'épuration traite les effluents du procédé d'extraction. Elle produit du biogaz à partir des composés organiques présents dans ses eaux résiduaires via son méthaniseur raccordé au réseau GRDF depuis mai 2024.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bruit	Arrêté Préfectoral du 06/09/2024, article 1	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
2	Odeurs	AP de Mise en Demeure du 27/11/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en place de mesures de réduction du bruit a été constatée par l'inspection lors de la visite terrain et un rapport de mesures daté du 6 janvier 2025 confirmant la conformité acoustique en limite de propriété et au niveau des Zones à Émergence Réglementée a été présenté. Cela permet à l'inspection de proposer à monsieur le préfet de lever la mise en demeure du 5 juin 2023. L'arrêté d'astreinte administrative du 6 septembre 2024 devient donc caduc.

Les actions relatives à la réduction des nuisances olfactives sont satisfaisantes à ce stade et en accord avec les attentes de l'arrêté de mise en demeure du 27 décembre 2024. Une nouvelle visite d'inspection aura lieu d'ici fin 2025 afin de récoller cet arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/09/2024, article 1	
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en conformité	
Prescription contrôlée :	
La société PROLEIN, dont le siège social est situé Quai des Indes à DIEPPE, est rendue redevable, en ce qui concerne le respect de la mise en demeure du 5 juin 2023 susvisée :	
<ul style="list-style-type: none">• d'une astreinte journalière d'un montant de 300 € (trois cents euros) à partir du 15 janvier 2025 et jusqu'à réalisation complète des travaux prévus dans les différents plans d'actions, c'est-à-dire jusqu'à respect du 3^{ème} point de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 5 juin 2023 ;• d'une astreinte journalière d'un montant de 300 € (trois cents euros) à partir du 15 février 2025 et jusqu'à satisfaction de l'article 7.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020. Conformément aux 4^{ème} et 5^{ème} points de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 5 juin 2023, cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant transmet un nouveau	

rapport de mesures des niveaux sonores attestant du respect des valeurs limites d'émergence ; <ul style="list-style-type: none">• d'une astreinte journalière d'un montant de 300 € (trois cents euros) à partir du 15 février 2025 et jusqu'à satisfaction de l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020. Conformément aux 4^{ème} et 5^{ème} points de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 5 juin 2023, cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant transmet un nouveau rapport de mesures des niveaux sonores attestant du respect des niveaux de bruit en limite de propriété. Ces astreintes peuvent être liquidées partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.	
Constats : Suite à la précédente visite, l'exploitant a continué ses travaux de mise en conformité relative au bruit. Il a indiqué que les mesures par caméra acoustique lui ont permis de traiter les bruits résiduels qui n'avaient pas été identifiés avant. Un rapport de mesures des niveaux sonores daté du 6 janvier 2025. Les conclusions de ce rapport montrent le respect des valeurs pour tous les points en limite de propriété et eu niveau des Zones à Emergence Réglementée (ZER). L'inspection a pu constater lors de la visite terrain : <ul style="list-style-type: none">• le remplacement complet du poste GRDF (l'exploitant a confirmé qu'une isolation phonique a été réalisée),• le remplacement du transformateur des silos béton,• la modification de la sortie du ventilateur de la presseur dorénavant au niveau du sol (préalablement au niveau de la toiture),• la présence d'un mur anti-bruit au niveau des groupes froids ;• la présence d'une isolation des 4 pompes du méthaniseur (mur acoustique) ;• l'ajout d'un système d'atténuation au niveau des pompes des adoucisseurs de la STEP. Commentaire n°1 : La mise en place effective des dispositifs de réduction du bruit a été constatée par l'inspection et un rapport de mesures confirmant la conformité acoustique a été présenté. Cela permet de répondre à l'objectif de mise en conformité tel que visé à l'article 1 ^{er} de la mise en demeure du 5 juin 2023 et de proposer à monsieur le Préfet de lever cette mise en demeure. L'arrêté d'astreinte administrative du 6 septembre 2024 devient donc caduc. Commentaire n°2 : L'inspection rappelle que l'exploitant devra porter une attention particulière au respect de son cahier des charges relatif à l'isolation acoustique du nouvel atelier pré-nettoyage et que de nouvelles mesures des niveaux acoustiques devront être réalisés dès mise en service afin de confirmer la conformité aux valeurs limites qui lui sont applicables.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure	

N° 2 : Odeurs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Avancement plan de réduction
Prescription contrôlée :
Selon l'échéancier ci-dessous, l'exploitant :

<ul style="list-style-type: none"> communique pour le 31 décembre 2025, une procédure relative aux mesures techniques et organisationnelles mises en œuvre pour assurer le suivi des émissions olfactives et réduire au maximum l'impact olfactif du site, en particulier lors des opérations de nettoyages et de vidange et y compris lors des phases d'essais et d'optimisation des procédés ; mène une étude visant à évaluer l'efficacité et la pertinence de l'utilisation des produits masquant et neutralisant mis en œuvre sur l'installation sur les périodes d'hiver et de printemps et communique les résultats de cette étude pour le 30 avril 2025 ; met en place au plus tard le 31 mars 2025, un suivi des nuisances olfactives sur son site et dans l'environnement au moyen de nez humains formés aux odeurs caractéristiques de son installation, permettant de lier les caractères odorants avec les sources et de suivre la qualité odorante des émissions de son installation ; réalise de manière semestrielle un diagnostic olfactif selon le « langage des nez » à l'intérieur et dans l'environnement de son site (prochaine échéance le 30 avril 2025) ; réalise pour le 30 septembre 2025 une étude technico-économique visant à déterminer la ou les solutions à mettre en œuvre pour réduire l'ensemble des odeurs diffuses résiduelles. Cette étude visera en particulier à étudier la faisabilité de ne plus utiliser la cuve de stockage tampon des boues des centrifugeuses/décantation et intégrera un échéancier de mise en œuvre de la ou des solutions retenues dont le délai ne dépassera pas le 31 mars 2026 ; 	
<p>Constats :</p> <p>Depuis la précédente visite, l'exploitant a continué ses travaux d'identification et de réduction des émissions odorantes, en s'appuyant à la fois sur les constats et préconisations du rapport établi par Osmante (en date du 26 novembre 2024) et également sur les constats internes. A cette fin, l'équipe a été renforcée avec une personne dédiée à la thématique odeurs. Des actions ont été définies avec une matrice de priorisation selon la probabilité d'occurrence et la gravité potentielle. L'exploitant travaille notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'optimisation de son procédé d'extraction afin de réduire les quantités de boues envoyées vers le stockage tampon et les effluents issus de l'ultrafiltration vers la STEP (augmentation de la part de protéine extraite) ; l'optimisation de l'aération du bassin tampon et des paramètres de suivi de la STEP. <p>L'exploitant a transmis son tableau de suivi des signalements Signalair qu'il analyse systématiquement, des actions correctives sont mises en œuvre le cas échéant.</p> <p>Depuis la dernière visite, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> avoir arrêté l'utilisation de masquants et neutralisants (constaté par l'inspection le jour de la visite), la prochaine visite d'Osmante permettra d'objectiver l'impact de cette modification ; avoir réalisé l'isolation thermique de la tour de désodorisation du stockage tampon des boues des centrifugeuses afin de traiter un problème de cristallisation de la soude lié froid et impactant le fonctionnement de la désodorisation, ce qui avait généré des signalements en décembre (constaté le jour de la visite) ; avoir débuté la formation du personnel à la reconnaissance des odeurs (vu bon de commande en date du 3/2/2025). <p>Aucune odeur n'a été ressentie par l'inspection hors des limites du site le jour de la visite, aucune</p>	

<p>opération de nettoyage ou vidange n'était en cours. Quelques odeurs fugaces ont été ressenties au droit de la cuve de stockage tampon des boues des centrifugeuses (à des niveaux plus faibles que lors de la dernière visite) et de manière très localisée sur la STEP.</p> <p>Un nouveau diagnostic de suivi est prévu par Osmante afin d'évaluer notamment l'efficacité des mesures mises en place (vu bon de commande en date du 3/2/2025).</p> <p>Commentaire n°3: L'exploitant avance de manière satisfaisante sur les demandes de l'inspection. Par ailleurs, l'inspection souligne que les travaux de l'exploitant portant sur la réduction des effluents chargés en protéines envoyés vers la cuve de stockage et vers la STEP sont à poursuivre, la réduction à la source étant une solution à privilégier afin de réduire à la fois les odeurs liées à la fermentation des boues dans la cuve tampon et au niveau de la STEP. Une nouvelle visite d'inspection aura lieu d'ici fin 2025 afin de récolter l'arrêté de mise en demeure du 27/12/2024.</p>	
Type de suites proposées : Sans suite	